

FETE DE LA ROSE

Frangy-sur-Bresse, dimanche 26 août 2007

Intervention de Manuel VALLS
Député de l'Essonne, Maire d'Evry

Mesdames, Messieurs,

Chers amis,

Il y a quelques semaines, avec quelques « jeunes lions », selon la formule désormais consacrée, pour ne pas dire l'A.O.C., je suis venu soutenir Arnaud dans cette circonscription où se livrait un combat serré et symbolique et je pensais, comme vous, que la Bresse devait continuer à être représentée au Parlement par la même volonté, la même opiniâtreté, le même talent.

J'avais, comme vous, la conviction intime que la gauche, dans cette période difficile, avait, plus que jamais, besoin d'Arnaud Montebourg, de sa présence à l'Assemblée nationale, de sa parole forte, courageuse et renovatrice.

C'est pourquoi je ne boude pas mon plaisir d'être ici – avec Aurélie, Sandrine, Gaétan et Philippe – à ses côtés, lui qui est désormais le 1^{er} vice-président du groupe socialiste, parce que cette belle et traditionnelle fête de Frangy aurait été gâchée s'il n'avait pas été réélu (et en plus, il ne m'aurait pas invité...), parce que nous partageons la même volonté de rénovation, de refondation de la gauche. Oui, **cette rencontre de Frangy est importante et d'une certaine manière exemplaire.**

Quelle rénovation ?

Après le double échec de ce printemps, après sa troisième défaite consécutive à l'élection présidentielle, la gauche, et le PS en particulier, doivent s'interroger sur les raisons de ses échecs et **entreprendre surtout une profonde mutation si longtemps différée**, afin de retrouver une crédibilité aux yeux des français et rebâtir une espérance.

Nous pensons tous qu'**il faut transformer en profondeur le Parti socialiste miné par le sectarisme de son appareil, sclérosé, coupé de la diversité de la société**, des jeunes, des intellectuels, des syndicats, des entrepreneurs, des associations. Nous savons tous qu'il faut dépasser ses courants qui, pour la plupart, puisent leurs origines dans des débats et des combats dépassés, obsolètes et qui ne sont là que **pour préserver des clans et des écuries présidentielles, pour que rien ne change**.

Oui, pour reconstruire **une gauche moderne, populaire, conquérante**, il faut ouvrir les portes et les fenêtres, changer nos mœurs, nos formes de débat, bâtir une nouvelle vie collective, affronter tous les sujets, sans tabou et avec courage.

Nous avons besoin d'une **nouvelle formation politique** capable, demain, de rassembler une majorité de français autour de son projet, celui d'**une gauche fidèle à ses valeurs de démocratie, de justice sociale, toujours révoltée par les inégalités, mais qui épouse résolument son temps, qui assure définitivement le fait que nous sommes dans une économie de marché et qui regarde le monde tel qu'il est, ce qui ne veut pas dire renoncer à le transformer**.

Nous devons assumer de penser et d'agir autrement parce que la société a changé. Les inégalités entre revenus, territoires, générations, classes sociales ne sont plus les mêmes qu'il y a 30 ou 40 ans. La famille, l'espérance de vie, le rapport à la santé et donc à la vie et à la mort sont bouleversés. La transmission de la connaissance, l'information et la communication révolutionnées par internet, la consommation se sont transformées d'une manière spectaculaire en quelques années. Les ressorts de la croissance, les mutations du capitalisme de moins en moins maîtrisable, la globalisation de l'économie, la chute du mur de Berlin, les menaces environnementales ont totalement changé le monde et posent de redoutables défis à l'humanité.

Face à ces changements, à ces transformations, à ces bouleversements, **nous n'avons pas d'autre choix que de réinventer une pensée de gauche**, mise à mal par la mondialisation et la crise de l'Etat providence, que de **redonner un contenu à la notion de progrès, que de nous interroger sur la notion même de socialisme, idée née au 19^{ème} siècle...** L'effort que nous avons à faire sur nous-mêmes est immense.

Il nous faut aussi changer notre rapport au pouvoir. Cesser de culpabiliser et s'affranchir des oripeaux gauchistes. Vous savez bien, ce « long remords du pouvoir... » De Guesde à Besancenot, nous sommes taraudés par la mauvaise conscience. Mais à force de trouver la gauche pas assez à gauche, celle-ci n'a jamais gagné deux élections de suite. Cela devrait nous interroger quand même !

Et puis, enfin, **la gauche française n'a pas su produire une cohérence idéologique autour de ses valeurs et de sa tradition nationale.** Elle s'est laissée voler **la République et la Nation.** Le travail, le mérite, l'ordre, l'autorité sont devenus, aux yeux de nos concitoyens, des valeurs de droite.

Je veux donc m'attarder quelques instants sur cette question puisque c'est le cahier des charges que nous nous sommes fixés avec Arnaud Montebourg.

La crise de l'autorité

Avec la question du travail, j'ai la conviction que **la question de l'autorité est l'autre sujet essentiel que nous devons aborder sans tabou afin de refondre notre doctrine.**

Depuis des années, de multiples signes révèlent, en effet, que **l'autorité traverse une crise sévère.** Cette crise est manifeste dans toutes les sphères de la vie sociale. Qu'il s'agisse de l'autorité des parents au sein des familles, de celle des professeurs à l'école ou de celle de l'Etat sur l'ensemble de la société, toutes font l'objet de graves remises en cause depuis quelques décennies.

Je limiterai mon propos à l'analyse des coups portés à l'autorité publique. Par leur nature, ces atteintes concernent bien évidemment, au premier chef, l'ensemble des formations politiques de gauche et de droite. Dans des genres très différents, les émeutes de l'automne 2005 comme le rejet du traité constitutionnel européen, ont témoigné, chacun à leur manière, d'**une défiance, très préoccupante, à l'égard de la parole politique.** Mais nous savons tous que ces atteintes intéressent tout particulièrement la gauche, tant les problèmes qu'elles posent éclairent, en large partie, nos défaites électorales de 2002 et de 2007.

La crise actuelle de l'autorité publique s'explique par l'effondrement des projets collectifs et de la croyance en un avenir meilleur et solidaire. Avec la disparition des espérances séculières, advient un temps sans promesses où l'autorité

publique ne peut plus se justifier d'un but commun à atteindre pour ordonner les actions des individus.

Impuissant à juguler les inégalités sociales et incapable de remédier à l'insécurité économique, la puissance publique a déçu la confiance mise en elle et entamé durablement son crédit auprès des citoyens.

Ainsi l'autorité publique a-t-elle été atteinte dans son fondement, à savoir la reconnaissance des compétences particulières de ceux et celles qui dirigent. Frappée au cœur même de sa légitimité, elle est devenue – notamment aux yeux des individus les moins bien intégrés – une contrainte sociale sans contrepartie. Désormais, toutes les formes de disciplines exigées par l'action collective paraissent de plus en plus abusives.

Cette évolution se traduit par la progression parallèle de **l'individualisme et du communautarisme**. Pour parvenir à la réussite sociale, on préfère dorénavant se fier à sa propre autorité ou à celle de son clan. Ainsi, dans une cité, un jeune délinquant respectera-t-il l'autorité du caïd de sa bande et non celle des représentants de l'ordre public car il placera sa confiance dans les compétences du premier et non dans celles des seconds.

La crise traversée par l'autorité publique, fondement de la République, est bien l'un des défis majeurs de notre époque. Y répondre doit donc être l'un des premiers objectifs de la gauche, celle qui ne renonce pas à l'exercice durable du pouvoir.

Affirmer le nécessaire rappel des règles

La droite croit, pour sa part, pouvoir restaurer l'autorité publique en renforçant sans cesse le pouvoir coercitif de l'Etat. En l'espace de 5 ans, elle a fait voter au Parlement pas moins de 8 lois durcissant les codes pénal et de procédure pénale. Et elle semble vouloir persévérer sur cette voie à chaque fois qu'un fait révoltant s'impose dans l'actualité.

Quoique l'on puisse penser du bien-fondé de cette inflation législative – et j'ai eu l'occasion de la dénoncer, il y a quelques semaines, à la tribune de l'Assemblée nationale – il est un impératif sur lequel nous ne devons jamais transiger, **celui du rappel de chacun aux règles communes !**

Si – contrairement aux idées de la droite – ce rappel n'est pas une condition suffisante au rétablissement de l'autorité, il n'en est pas

moins – et la gauche doit l'admettre une fois pour toute – une condition nécessaire.

Cette exigence est particulièrement vraie en matière de lutte contre la délinquance. Dès le colloque de Villepinte en 1997, grâce à l'engagement de Lionel Jospin et de Jean-Pierre Chevènement, **la gauche reconnaissait dans l'insécurité l'une des plus graves injustices sociales.** La violence frappe en effet, d'abord et avant tout, les plus modestes et les plus fragiles. Des mesures volontaires et efficaces ont donc été prises, entre 1997 et 2002 : mise en place des contrats locaux de sécurité, création de la police de proximité, augmentation des effectifs de sécurité, etc.

Mais face à la montée de la violence sur les personnes – qui n'a pas cessé depuis, bien au contraire (et notamment au cours des cinq dernières années) – et à l'exploitation de ce phénomène par la droite, nous avons donné le sentiment de renoncer à cette priorité. Et puis, au sein du PS, il y a toujours ceux et celles qui considèrent que la gauche doit s'identifier d'abord et avant tout à travers les seules questions économiques et sociales. « La sécurité serait le terrain de la droite »... Nous avons ainsi brouillé notre message.

C'est pourquoi Ségolène Royal a eu raison d'afficher sa fermeté sur ces questions lors de la campagne présidentielle. **Nous ne retrouverons jamais la confiance des couches populaires en excusant la délinquance par le poids des facteurs sociaux.** Lors du récent débat sur la loi « Récidive », les députés socialistes ont proposé des solutions concrètes et précises autour de l'idée « Mieux prévenir, mieux punir ».

Si la gauche doit être définitivement décomplexée en ce domaine, il serait faux, cependant, d'imaginer que l'autorité publique tient à la simple réaffirmation des sanctions pénales. La fonction de l'autorité publique ne se résume pas, en effet, au maintien de la paix civile.

Elle est, dans son principe, une force centripète qui crée du lien social et dresse des perspectives communes. **Elle est une valeur de gauche parce que l'une des principales garanties du « vouloir-vivre-ensemble ».**

Distincte du simple usage de la force, elle ne s'oppose nullement, en second lieu, aux libertés individuelles. L'autorité est donc, avant tout, **la mise au service de tous – et notamment des plus modestes**

– **des outils de la puissance publique** (cf. Hannah Arendt ; *La crise de la culture*, « Qu'est-ce que l'autorité ? »).

Limitée à la conservation de l'ordre public, la définition de l'autorité renverrait à l'une des conceptions libérales les plus pauvres, celle de l'*Etat gendarme*. Vous voyez bien qu'il y a de la place pour de vrais clivages entre la gauche et la droite !

Proposer et réinventer un projet collectif

Pour rétablir l'autorité publique dans toutes ses dimensions, il faut donc mettre en œuvre une politique beaucoup plus ambitieuse et réinventer un projet collectif.

Marcel Gauchet explique que l'autonomie de la société civile ne suffit pas au bon fonctionnement de la démocratie : « pour que celle-ci, dit-il, conjure les forces centrifuges qui l'agitent, il faut encore que les citoyens qui la composent intègrent leur individualité dans un destin commun ».

C'est bien notre principale tâche. Car seule la conviction qu'ils participent à une aventure collective peut amener les individus à

reconnaître l'autorité publique qui la prend en charge et leur impose des règles, des droits et des devoirs.

Afin de dégager les bases de ce « **nouveau contrat** », il est impératif de restaurer la crédibilité de notre *message politique*. Pour le Parti socialiste, cette exigence suppose de procéder à un véritable « big bang intellectuel » et à un renouvellement de notre logiciel, en prenant toute la mesure des récentes évolutions du monde et de la société.

Nicolas Sarkozy a été élu par 46% d'employés et 42% d'ouvriers. C'est un avantage énorme pour la droite. La France des ouvriers, des petits salariés du secteur privé, des revenus modestes, des précaires notamment jeunes, est aujourd'hui une **France périphérique, dispersés, périurbaine et rurale. Ce ne sont donc plus les anciennes banlieues ouvrières qui structurent les nouvelles fractures sociales.**

Cette France précarisée qui demande à être protégée de la mondialisation n'est pas forcément à droite. Cette France qui souffre et qui exige d'être mise en mesure d'accueillir

l'immigration, dans de bonnes conditions pour tous, n'est pas forcément raciste.

Nous devons réinventer une réponse, fidèle à nos valeurs, à nos principes, à ces angoisses et à ces attentes.

La compétitivité de notre pays s'est dégradée ces dernières années. La réponse de Nicolas Sarkozy est de mettre en cause très profondément notre système social. Face à cela, **nous nous sommes enfermés dans la seule défense des acquis et nous avons continué à faire comme si l'on pouvait redistribuer sans se préoccuper de la manière dont on crée de la richesse pour la partager.** Nous avons aussi pensé que les politiques sociales traditionnelles continuent de fonctionner de façon satisfaisante alors que la pauvreté se développe et que nos concitoyens rejettent certaines formes d'assistanat. Il nous faut retrouver une cohérence économique et sociale, **redonner un contenu à la notion même de solidarité, redéfinir la règle de l'Etat et les missions des services publics.**

Dans quelques jours, nous allons débattre du dossier de l'immigration au Parlement. Je plaide pour que nous soyons au clair, enfin ! sur **la question de la régularisation des sans-papiers, des**

politiques nationale et européenne qu'il faut mener pour lutter contre l'immigration clandestine (cf. situation espagnole) **et aider les pays du Sud. Sortons d'un discours militant et compassionnel qui relève en fait de l'irresponsabilité dont les premières victimes sont évidemment les immigrés eux-mêmes et les citoyens qui vivent dans les ghettos urbains.**

Là aussi, **la République doit conjuguer fermeté et générosité**, et la notion d'autorité plaide pour **des règles claires et lisibles par tous.**

Mais mon temps de parole est dépassé et je dois conclure.

Conclusion

Chers amis,

Nous opposer au pouvoir à chaque fois que cela est nécessaire, éclairer l'opinion sur des choix économiques, sociaux ou politiques que nous jugeons **inefficaces et injustes**, n'a de sens que si nous sommes capables non seulement de formuler des propositions crédibles aux yeux des français mais surtout de rebâtir un projet collectif.

C'est ce que nous avons voulu vous dire aujourd'hui. La crise de la gauche est avant tout celle de son projet, des idées, du décalage avec la société. **Elle est donc profondément culturelle.** C'est bien ce que j'ai voulu vous démontrer. La gauche et le PS notamment traversent aussi une crise du leadership. **Mais un nouveau leadership ne se décrète pas, il se construit patiemment, en associant évidemment les militants, les sympathisants mais aussi les français à notre travail de rénovation.**

Je refuse que nous soyons, à nouveau, les otages de la compétition des ambitions présidentielles, surmédiatisées par la presse people, alors même que nous ne sommes pas au clair sur notre projet, sur la refondation de notre parti ou sur nos alliances livrées aujourd'hui aux seuls opportunistes locaux.

Personne n'est propriétaire du PS et de l'avenir de la gauche française, sinon nous tous, vous tous. Ce n'est pas une affaire de génération évidemment. Mais c'est bien l'affaire de notre génération, notre responsabilité historique et collective.

Apprendre à travailler ensemble, refondre un projet pour la gauche, créer une espérance, sans céder à la facilité, il n'y a pas de tâche plus exaltante. C'est bien à celle-ci que nous vous invitons.